

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 Bethune

Bethune, le 01/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/02/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIETE INDUSTRIELLE DES OLEAGINEUX

16 RUE DU GENERAL DE GAULLE
BP 99
62223 Saint-Laurent-Blangy

Références : B1-199-2024
Code AIOT : 0007000797

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/02/2024 dans l'établissement SOCIETE INDUSTRIELLE DES OLEAGINEUX implanté 16, rue du Général de Gaulle BP 70099 62051 Saint-Laurent-Blangy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE INDUSTRIELLE DES OLEAGINEUX
- 16, rue du Général de Gaulle BP 70099 62051 Saint-Laurent-Blangy
- Code AIOT : 0007000797
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société Industrielle des Oléagineux (S.I.O.) est autorisée par arrêté préfectoral du 27 avril 2007 à exploiter des installations de fabrication de produits d'huiles végétales. L'établissement est globalement soumis à autorisation pour la rubrique principale 2240-1 (Extraction et traitement des huiles végétales, huiles animales et corps gras).

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Points de prélèvement	AP Complémentaire du 19/12/2023, article 2	Sans objet
2	Etude Technico Economique (ETE)	AP Complémentaire du 19/12/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant était en phase de finalisation de son Étude Technico Économique (ETE) qu'il a transmise après la présente inspection en juillet 2024.
Il apparaît que les résultats obtenus correspondent aux objectifs initiaux de réduction de consommation. Néanmoins, il poursuit sa démarche afin de consolider et d'améliorer les niveaux de consommation déjà atteints.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Points de prélèvement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/12/2023, article 2					
Thème(s) : Actions nationales 2024, Points de prélèvement					
Prescription contrôlée :					
Au regard de la consommation réelle de l'établissement Société industrielle des oléagineux (SIO), inférieure aux limites de prélèvement autorisées, les prélèvements maximaux d'eau brute autorisés à l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 27 avril 2007 sont remplacés par les valeurs suivantes:					
Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code BSS de l'ouvrage	Codé national de la masse d'eau (SANDRE)	Prélèvement maximal annuel (en m³/an)	Débit maximal journalier de prélèvement (m³/j)
Eau souterraine	Craie des vallées de la Scarpe et de la Sensée	1 forage: BSS000CNMZ	FRAG006	60000	400
Réseau public	Saint-Laurent Blangy	/	/	7500	70
Eau de surface	Scarpe canalisée amont	/	AR48	700000	4000

<p>Constats :</p> <p>Les éléments présentés lors de la visite permettent de considérer que les limites fixées dans le tableau de la prescription contrôlée sont respectées..</p> <p>Le site dispose de compteurs pour ces différents prélèvements.</p> <p>Pour l'année 2023, les prélèvements sont les suivants :</p> <p>Eau de surface : 555 549 m³</p> <p>Réseau public : 3490 m³</p> <p>Eau souterraine : 46 479 m³.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Etude Technico Economique (ETE)

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/12/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Etude Technico Economique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise une étude technico-économique relative à l'optimisation de la gestion globale de l'eau sur son site, ayant pour finalité, la limitation des usages de l'eau et la réduction des prélèvements d'eau avec pour objectif une diminution de 10 % d'ici à 2025 par rapport aux prélèvements de l'année 2019.</p> <p>L'étude comporte à minima les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - État actuel : définition des besoins en eau, descriptions des usages de l'eau, caractéristiques des moyens d'approvisionnement en eau, description des équipements de prélèvements, descriptions des procédés consommateurs en eau, bilans annuel et mensuel des consommations de l'établissement, bilan des rejets, le cas échéant en fonction de la période en cas d'activité saisonnière. - Descriptions des actions de réduction des prélèvements déjà mises en place et des économies d'eau réalisées. - Étude et analyse des possibilités de réduction des prélèvements, de réutilisation de certaines eaux (pluviales ou industrielles), des possibilités de recyclage et, point sur les consommations actuelles de l'établissement par type d'usage au regard des meilleures techniques disponibles. - Échéancier de mise en place des actions de réduction envisagées. <p>L'exploitant intègre dans son étude, la garantie du respect des valeurs limites d'émission et, la température des rejets des effluents en sortie de site.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'étude présentée par l'exploitant lors de la visite, comporte un plan d'action en cours de réalisation qui selon les documents présentés a déjà permis d'atteindre les 10 % de réduction. Toutefois, l'objectif de l'exploitant est d'aller au-delà afin notamment de prendre en compte de</p>

futures évolutions d'activités.

Les actions en cours portent notamment sur l'implantation de compteurs supplémentaires afin de déterminer les possibilités d'économie sur les différents secteurs de cette usine qui comportent un nombre conséquent de secteurs du fait de l'historique du site.

Le document finalisé, qui reprend les informations présentées, a été transmis à l'Inspection le 17 juillet 2024.

Il fera l'objet d'une instruction par l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite